

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article6908>



Projet de loi de programmation militaire : la séparation des pouvoirs et les libertés publiques menacées



- Thématiques - Démocratie -
Date de mise en ligne : vendredi 8 mai 2026

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le Syndicat de la Magistrature (SM), la LDH (Ligue des droits de l'Homme), Alternatiba, ANV Cop-21, la Fédération syndicale unitaire (FSU), France nature environnement (FNE), Greenpeace, le Syndicat des avocats de France (Saf), la CGT et Solidaires dénoncent la création d'un « état d'alerte à la sécurité nationale » dans le cadre du Projet de loi de programmation militaire.

Entre les lignes, entre les mots le 3 mai 2026